

Chambre des Représentants

SESSION 1975-1976.

8 JUIN 1976.

PROPOSITION DE LOI instituant un congé pour l'exercice d'un mandat politique.

I. — AMENDEMENTS
PRESENTES PAR LE GOUVERNEMENT
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Article 1.

Remplacer le texte de cet article par ce qui suit :

« La présente loi s'applique aux travailleurs et aux employeurs du secteur privé.

« Pour l'application de la présente loi, il faut entendre par travailleur toute personne qui fournit contre rémunération des prestations de travail sous l'autorité d'une autre personne. »

JUSTIFICATION.

Il suffit de définir le réel champ d'application d'une loi; il est superflu et même équivoque de déterminer qui ne tombe pas sous l'application de la loi si la détermination positive est claire et précise.

Par ailleurs, il est évident que le législateur peut par la suite élargir le champ d'application de la loi ou peut même approuver une autre loi comportant d'autres modalités d'application.

Art. 2.

Remplacer le § 2 de cet article par ce qui suit :

« § 2. Le § 1^{er} n'est pas applicable aux députés permanents, ni aux bourgmestres, échevins et présidents d'une commission d'assistance publique dans les communes de plus de 50 000 habitants ». »

JUSTIFICATION.

Il est inutile de charger le Roi de tâches qui peuvent être facilement et directement fixées par le législateur même. Etant donné le fait qu'il

Voir :

19 (S.E. 1974) :

- N° 1 : Proposition de loi.
- N° 2 à 9 : Amendements.
- N° 10 : Rapport.
- N° 11 et 12 : Amendements.

Kamer van Volksvertegenwoordigers

ZITTING 1975-1976.

8 JUNI 1976.

WETSVOORSTEL tot instelling van een verlof voor de uitoefening van een politiek mandaat.

I. — AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE REGERING.
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Artikel 1.

De tekst van dit artikel vervangen door wat volgt :

« Deze wet is van toepassing op de werknemers en werkgevers van de privé-sector.

« Voor de toepassing van deze wet wordt onder werknemer verstaan, elke persoon die tegen loon arbeid verricht onder het gezag van een ander persoon. »

VERANTWOORDING.

Het volstaat het werkelijk toepassingsgebied van een wet te omschrijven; het is overbodig en zelfs dubbelzinnig te bepalen wie niet onder de toepassing van de wet valt wanneer de positieve bepaling klaar en duidelijk is.

Het spreekt overigens vanzelf dat de wetgever het toepassingsgebied van de wet achteraf kan uitbreiden of zelfs een andere wet kan goedkeuren met andere toepassingsmodaliteiten.

Art. 2.

Paragraaf 2 van dit artikel vervangen door wat volgt :

« § 2. Paragraaf 1 is niet van toepassing op de bestendige afgevaardigden noch op de burgemeesters, schepenen en voorzitters van een commissie van openbare onderstand in de gemeenten met meer dan 50 000 inwoners ». »

VERANTWOORDING.

Het is onnodig aan de Koning taken op te dragen die gemakkelijk door de wetgever zelf rechtstreeks kunnen bepaald worden. Gelet op

Zie :

19 (B.Z. 1974) :

- N° 1 : Wetsvoorstel.
- N° 2 tot 9 : Amendementen.
- N° 10 : Verslag.
- N° 11 en 12 : Amendementen.

s'agit d'une première expérience et que la répercussion financière ne peut être calculée de manière précise pour le moment, il est plus prudent de ne pas en faire application pour les députés permanents, pour les bourgmestres, les échevins et les président de commission d'assistance publique des communes de plus de 50 000 habitants.

Le Ministre de l'Emploi et du Travail,
A. CALIFICE.

Le Ministre de l'Intérieur,
J. MICHEL.

het feit dat het om een eerste proefneming gaat en de financiële weerslag op dit ogenblik niet precies kan berekend worden, is het voorzigtiger de wet niet te laten gelden voor de bestendige afgevaardigden noch voor de burgemeesters, schepenen en voorzitters van commissies van openbare onderstand in de gemeenten met meer dan 50 000 inwoners.

De Minister van Tewerkstelling en Arbeid,
A. CALIFICE.

De Minister van Binnenlandse Zaken,
J. MICHEL.

II. — AMENDEMENTS
PRESENTES PAR M. DE BEUL
AU TEXTE
ADOPTÉ PAR LA COMMISSION.

Article 1.

1. — Compléter le § 1 de cet article par ce qui suit :

- « La présente loi s'applique également :
- » 1° aux membres du personnel des administrations et autres services de l'Etat, des provinces, des communes et autres collectivités de droit public visées aux articles 108, 108bis et 108ter de la Constitution;
 - » 2° aux membres du personnel des services publics qui relèvent des autorités énumérées sub 1°;
 - » 3° aux membres du personnel des polders et wateringues;
 - » 4° aux membres du personnel des établissements d'enseignement du secteur public et du secteur libre subventionné.

2. — Supprimer le § 3.

JUSTIFICATION.

Le congé politique doit être instauré simultanément dans le secteur privé et dans le secteur public.

Art. 5bis (nouveau).

Insérer un article 5bis (nouveau), libellé comme suit :

« A l'article 1 de la loi du 6 août 1931, modifiée par les lois des 23 décembre 1950 et 9 avril 1965, établissant des incompatibilités et interdictions concernant les Ministres, anciens Ministres et Ministres d'Etat, ainsi que les membres et anciens membres des Chambres législatives, sont apportées les modifications suivantes :

- 1) le quatrième alinéa est complété par ce qui suit :
- « sans préjudice des dispositions de l'article 1bis, la prestation de serment prévue par le décret du 20 juillet 1831 met un terme à l'emploi et aux fonctions de l'élu ».

II. — AMENDEMENTEN
VOORGESTELD DOOR DE HEER DE BEUL
OP DE TEKST
AANGENOMEN DOOR DE COMMISSIE.

Artikel 1.

1. — Paragraaf 1 van dit artikel aanvullen met wat volgt :

- « Deze wet is eveneens van toepassing :
- » 1° op de leden van het personeel van de besturen en andere diensten van het Rijk, de provincies, gemeenten en andere publiekrechtelijke gemeenschappen als bedoeld in de artikelen 108, 108bis en 108ter van de Grondwet;
 - » 2° op de leden van het personeel van de overheidsinstellingen die behoren onder de sub 1° opgesomde autoriteiten;
 - » 3° op de leden van het personeel van polders en wateringen.
 - » 4° op de leden van het personeel van de onderwijsinstellingen van de overheidssector en van de vrije gesubsidieerde sector.

2. — Paragraaf 3 weglaten.

VERANTWOORDING.

Het politiek verlot dient gelijktijdig voor de privé-sector en voor de openbare sector te worden ingevoerd.

Art. 5bis (nieuw).

Een artikel 5bis (nieuw) invoegen luidend als volgt :

« In artikel 1 van de wet van 6 augustus 1931, gewijzigd bij de wetten van 23 december 1950 en 9 april 1965, houdende vaststelling van de onverenigbaarheden en ontzeggingen betreffende de Ministers, gewezen Ministers van Staat, alsmede de leden en gewezen leden van de Wetgevende Kamers, worden volgende wijzigingen aangebracht :

- 1) het vierde lid wordt aangevuld met wat volgt :
- » onverminderd het bepaalde in artikel 1bis maakt de bij het decreet van 20 juli 1831 bepaalde eedaflegging een einde aan de bediening en aan het ambt van de verkozene.

2) la dernière phrase du cinquième alinéa est modifiée comme suit :

« Cette pension est calculée compte tenu des dispositions du deuxième alinéa du § 2 de l'article 1bis ».

Art. 5ter (nouveau).

Insérer un article 5ter (nouveau), libellé comme suit :

« Dans la même loi est inséré un article 1bis, libellé comme suit :

« Art. 1bis. — § 1. Pendant toute la durée de son mandat législatif et jusqu'au moment où il ne se porte plus candidat, le membre des Chambres législatives qui est fonctionnaire ou agent rémunéré de l'Etat ou agent du caissier de l'Etat bénéficie d'office d'une situation administrative équivalente à celle du congé accordé en vue de remplir une mission d'intérêt public, appelé congé politique.

Aucun traitement n'est payé au cours de ce congé, qui, pour le reste, est assimilé à une période de service actif.

§ 2. A l'expiration de ce congé, la personne qui n'est plus candidat ou qui n'est pas réélue est nommée en surnombre, dans les trois mois, au même grade que celui dont elle était revêtue avant le congé, pour autant que, dans les trois mois, elle ait adressé à l'autorité compétente une lettre recommandée sollicitant sa réintégration dans son ancien service. En l'absence de lettre recommandée, elle sera considérée comme démissionnaire.

L'ancienneté, la promotion à un traitement supérieur ou, le cas échéant, le montant de la pension sont calculés, pour l'ensemble de la période à prendre en considération, comme si cette période avait été passée dans le grade dont l'intéressé était revêtu au moment où il a été mis fin à ses fonctions. Toutefois, si la durée du mandat exercé ouvre un droit à la pension, cette durée est déduite pour le calcul de la pension à laquelle sa dernière qualité donne droit.

§ 3. Les règles ci-dessus s'appliquent également aux fonctionnaires et aux agents des organismes visés par la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'utilité publique, aux fonctionnaires et aux agents des provinces, des communes et des administrations subordonnées, ainsi qu'aux membres du personnel administratif et enseignant des établissements d'enseignement dont le pouvoir organisateur est un service public, à la différence que, pour les établissements d'enseignement, le remplacement d'un enseignant qui bénéficie d'un congé politique ne peut s'effectuer, pendant ce congé que par un intérimaire.

Art. 5quater (nouveau).

Insérer un article 5quater (nouveau), libellé comme suit :

« L'article 5 de la même loi est abrogé. »

Art. 5quinquies (nouveau).

Insérer un article 5quinquies (nouveau), libellé comme suit :

« Le bénéfice de la présente loi est étendu aux personnes aux fonctions desquelles il a été mis fin ou qui ont démissionné de leurs fonctions avant l'entrée en vigueur de la présente loi. »

2) de laatste zin van het vijfde lid wordt als volgt gewijzigd :

» Dit pensioen wordt berekend met inachtneming van het bepaalde in het tweede lid van § 2 van artikel 1bis ».

Art. 5ter (nieuw).

Een artikel 5ter (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« In dezelfde wet wordt een artikel 1bis ingevoegd, luidend als volgt :

« Art. 1bis. — § 1. Tijdens de hele duur van zijn wetgevend mandaat en tot het ogenblik waarop hij zich niet meer kandidaat stelt, geniet het lid van de Wetgevende Kamers dat ambtenaar of bezoldigd beambte van de Staat of agent van de Staatskassier is van ambtswege een administratieve toestand die gelijk is aan die van het ter vervulling van een opdracht van algemeen belang toegekend verlof, dat politiek verlof wordt genoemd.

Tijdens dat verlof wordt geen wedde uitgekeerd. Voor het overige wordt dat verlof gelijkgesteld met een periode van actieve dienst.

§ 2. Bij het verstrijken van dat verlof wordt de persoon, die zich niet meer kandidaat stelt of niet wordt herkozen binnen drie maanden benoemd in bovental tot dezelfde graad als deze die hij vóór het verlof bekleedde, indien hij binnen drie maanden een aangetekend schrijven tot de bevoegde overheid richt, waarin hij zijn reïntegratie in zijn vroegere dienst vraagt. Bij ontstentenis van aangetekend schrijven wordt hij als ontslagnemend beschouwd.

De anciënniteit, de bevordering tot een hogere wedde of desgevallend het bedrag van het pensioen worden berekend door het gehele tijdvak in aanmerking te nemen alsof die periode werd doorgebracht in de graad waarmee de belanghebbende was bekleed op het ogenblik dat aan zijn ambt een einde werd gemaakt. Indien de duur van het waargenomen mandaat echter recht geeft op pensioen, wordt die duur in mindering gebracht voor de berekening van het pensioen uit hoofde van zijn laatste hoedanigheid die recht geeft op pensioen.

§ 3. De hiervoren geformuleerde regels zijn eveneens van toepassing op de ambtenaren en beampten van de instellingen, bedoeld in de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, op de ambtenaren en beampten van de provincies en de gemeenten en hun ondergeschikte besturen alsmede op de leden van het administratief en onderwijzend personeel van de onderwijsinstellingen, waarvan de inrichtende macht een openbare dienst is, met dit verschil dat voor de onderwijsinstellingen tijdens het politiek verlof de vervanging van een onderwijskracht, die een politiek verlof geniet, slechts mag geschieden door een interimaris. »

Art. 5quater (nieuw).

Een artikel 5quater (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Artikel 5 van dezelfde wet wordt opgeheven. »

Art. 5quinquies (nieuw).

Een artikel 5quinquies (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Het voordeel van deze wet wordt eveneens toegekend aan de personen aan wier functie een einde werd gemaakt of die in hun functie ontslag hebben ingediend vóór de inwerkingtreding van onderhavige wet ».

JUSTIFICATION.

Les articles proposés règlent le congé politique des parlementaires issus du secteur public.

Si l'on veut élargir la base de recrutement du Parlement et, dès lors, la rendre plus démocratique, il convient de permettre aux agents des services publics de prendre un congé politique non rémunéré pour la durée du mandat parlementaire.

Art. 5sexies (nouveau).

Insérer un article 5sexies (nouveau), libellé comme suit :

« Les membres des députations permanentes des conseils provinciaux bénéficient d'un régime identique à celui prévu à l'article 5ter de la présente loi pour les membres des Chambres législatives. »

JUSTIFICATION.

Etant donné que le mandat de député permanent équivaut à un emploi à temps plein, il convient d'adopter un régime identique à celui prévu pour les parlementaires.

VERANTWOORDING.

De voorgestelde artikelen regelen het politiek verlof van de parlementsleden afkomstig uit de publieke sector.

Wil men de recruiteringsbasis voor het parlement verruimen en dus democratischer maken dan moet aan de personen in overheidsdienst de gelegenheid geboden worden om onbezoldigd politiek verlof te bekomen tijdens de duur van het parlementair mandaat.

Art. 5sexies (nieuw).

Een artikel 5sexies (nieuw) invoegen, luidend als volgt :

« Voor de leden van de bestendige deputaties van de provincieraden geldt eenzelfde regeling als die voorzien in artikel 5ter van onderhavige wet voor de leden van de Wetgevende Kamers ».

VERANTWOORDING.

Aangezien het mandaat van bestendig afgevaardigde een full-time inzet vereist, dient een zelfde regeling als die voor de parlementsleden te worden aangenomen.

A. DE BEUL.